

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Un-pays-pris-en-otage>

Haiti : Un pays pris en otage

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mercredi 1er juin 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Yanick LAHENS et Raoul PECK

[Iternatives](#). Canada, vendredi le 27 mai 2005,

Après 14 mois de gouvernement de transition et 11 mois de présence de la MINUSTAH [1] qui devraient mener le pays vers des élections libres, acceptables et acceptées de tous, la situation sociale et sécuritaire s'est considérablement dégradée. La capitale haïtienne vit de violences et de soubresauts incessants qui affectent la vie de toutes les couches sociales. Derrière ces violences il faut voir avant tout une offensive planifiée et coordonnée qui a pour principal objectif de rendre le pays ingouvernable.

Violence politique, violence maffieuse

Pour le moment, c'est la population de Port-au-Prince qui est prise en otage. Les citoyens et citoyennes quel que soit leur milieu d'origine sont quotidiennement soumis à la dure loi de l'enlèvement. Et si le secteur de l'économie formelle (les commerces, les écoles, les services privés et publics) pâtit lourdement de l'insécurité, ce sont surtout les plus pauvres qui sont les plus pénalisés. On ne peut pas dénombrer le nombre de taxis brûlés et dont les propriétaires ou chauffeurs se retrouvent du jour au lendemain sans outil de travail, d'étalages de petits commerçants incendiés, pillés ou détruits, d'enfants, d'ouvriers atteints par balles au passage de ces expéditions armées, curieusement dénommées « manifestations pacifiques » par les partisans Lavalas.

La vie dans les bidonvilles de Cité Soleil, Bel Air, Grande Ravine du côté de Carrefour est devenue intenable. La terreur y est venue s'ajouter à la misère : les habitants de ces quartiers et particulièrement les enfants, sont forcés, sous peine de mort de participer à ces « manifestations pacifiques » et avec les femmes de servir de boucliers humains à des « manifestants » lourdement armés. L'apparition de ces enfants soldats dans le paysage haïtien représente une catastrophe sociale sans précédent qui a commencé avec le régime d'Aristide (La Fondation « La Fanmi Se La Vi » qui était sensée apporter un espoir aux enfants de la rue, s'est révélée une véritable pépinière d'hommes de main pour le régime passé).

Les habitants qui travaillent hors des quartiers mentionnés sont obligés de se sauver à l'aube pour ne pas être embrigadés de force. Ces plus pauvres parmi les pauvres, sont de plus soumis au rançonnement : souvent pour entrer ou sortir les habitants sont tenus de payer un droit. Et pour ceux qui voudraient quitter définitivement ces quartiers ils doivent le faire à la sauvette ou payer une somme substantielle, avec la triste certitude qu'ils perdront tout : après trois jours toute maison abandonnée est réquisitionnée ou incendiée. Sans oublier le viol, arme redoutable qui s'est banalisée à force de servir.

Chaque jour des habitants de ces quartiers, désespérés, viennent demander de l'aide aux organisations de la société civile, pour se cacher, pour faire soigner des parents blessés, pour enterrer leurs morts ou pour simplement dire leur détresse.

Les origines de la violence

Il nous semble important de rappeler que cette violence, à laquelle se sont ajoutées la destruction des institutions et la corruption généralisée, a pour origine l'irresponsabilité des régimes des Présidents Aristide et Préval. Ceux-là même qui aimaient utiliser dans leur chantage politique, la métaphore du « cigare allumé » par les deux bouts pour décrire ce qui se dessinait à notre horizon.

En effet depuis le retour au pouvoir d'Aristide en 2001, les entrées d'armes légales et illégales dans le pays ont

décuplé. Malgré les conclusions pour le moins bizarres de l'organisation internationale Small Arms Survey dans son dernier rapport du mois de mars 2005, ni l'opposition politique ni la société civile n'ont été les bénéficiaires de ces armes.

En revanche, c'est bien sous Préval et plus tard sous Aristide que les gangs ont fait leur entrée d'abord au Palais National puis au sein de la Police. Qui se rappelle encore de Christine Jeune, cette jeune femme du corps de la Police, qui, lors d'une surprenante cérémonie dite de « réconciliation » organisée par le Président Aristide au Palais National en présence de la Presse, a refusé de serrer la main d'un chef de gang notoire armé et qui fut violée puis assassinée quelques jours plus tard ?

N'ayons pas la mémoire courte ! Ce fut aussi la période où le narco-trafic s'est lié au pouvoir : ce n'est pas par hasard si Oriel Jean (Chef de la sécurité d'Aristide), Jean Nesly Lucien, (ancien chef de la sécurité privée d'Aristide, ancien chef de la police), Evantz Brillant, (ancien responsable du Bureau de lutte contre le trafic de stupéfiants - BLTS), Rudy Therassan (Ancien responsable du Bureau de recherche et d'investigation - BRI), Romane Jean-Lustin (ancien chef de sécurité de l'aéroport), et Jean-Marie Fourel Célestin (proche d'Aristide, membre fondateur de LaFanmi Lavalas et ancien Président du Sénat) se retrouvent tous aujourd'hui en prison aux États-Unis pour trafic de drogue.

Sous le gouvernement d'Aristide et particulièrement à l'approche du 29 février 2004, les stocks d'armes furent systématiquement distribués aux gangs dont le slogan était : « Si Aristide part nous coupons les têtes et nous brûlons les maisons ». Objectif qui fut minutieusement mis à exécution la veille et le lendemain du 29 février 2004. La situation de violence qui sévit aujourd'hui est une résultante logique de cette mise en place.

Ce n'est pas non plus par hasard qu'une alliance entre le banditisme politique et le banditisme maffieux s'est opérée sur le terrain en Haïti ces derniers mois, confirmant cet objectif commun et déterminant pour leurs seuls intérêts, d'empêcher toute normalisation de la vie politique économique et sociale en compromettant ou en dévoyant précisément ce premier passage obligé vers cette normalisation que sont les élections.

Un jeu de dupes

Aujourd'hui on en vient à douter que les objectifs d'un déroulement acceptable ou même d'un déroulement tout court des élections puissent être respectés. Il semble avoir échappé à tous et particulièrement aux partis politiques traditionnels que les dés sont en train d'être pipés. Nous nous préparons à des joutes électorales prétendument démocratiques, alors que d'autres s'affairent sur le terrain au vu et au su de tout le monde pour leur conquête du pouvoir, par les moyens habituels de la corruption, des menaces et du banditisme.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : la mise en place d'un Narco-Etat sous une très mince couche de régime pseudo-parlementaire. Un Lavalas bis sans Jean-Bertrand Aristide, avec justement ceux qui gèrent la rue pour lui, avec lui et même sans lui. Peut-on en toute candeur penser que les grands barons et ténors ont réellement mis de côté leurs ambitions de pouvoir et leurs rentes criminelles qui s'y attachent ? La recrudescence récente des enlèvements et autres actes de banditisme comme la « mise en isolement » d'un nombre significatif de policiers ne font que mettre en lumière l'interdépendance évident entre insécurité, pouvoir politique et élections. Ce sont souvent les mêmes qui opéraient déjà sous Aristide. Et pire ! Certains partis ayant pignon sur rue et désireux d'assauter le pouvoir ont peut-être déjà été frappés d'amnésie en consentant des alliances souterraines avec ces courants-là ?

Les partis politiques traditionnels font figure d'enfants de cœur devant la témérité et les moyens déployés par ces criminels politiques d'une nouvelle génération, plus proches socialement de la majorité de l'électorat, et surtout possédant un important trésor de guerre de plusieurs millions de dollars, accumulé déjà sous Aristide et Préval. Ces

hommes ont également commencé bien avant les autres, une efficace campagne électorale en distribuant allègrement argent, avantages et aides de toute sorte à une clientèle fatiguée de promesses non tenues et délaissée encore une fois par des aides internationales si bruyamment promises.

L'International et nous

La responsabilité de l'International est patente. Son silence malgré les informations vérifiables, laisse à penser que ce qui intéresse en définitive « nos amis », c'est d'organiser à tout prix et au minimum un semblant d'élection, quelle que soit sa validité, et de reconnaître ensuite comme légitime le nouveau pouvoir. Que vouloir de plus pour les haïtiens ? Une fois ce pouvoir élu, pensent-ils à tort, les dossiers accumulés sur les uns et les autres pourront être utilisés de manière efficace pour les contrôler et les amener à agir conformément à leur vœux. Comme si l'expérience aristidienne n'avait pas prouvé aux USA la dérision d'une telle approche. Cette posture qui risque de nous amener à coup sûr à notre perte est momentanément obscurcie par les aléas de l'affaire Neptune, autre pièce de chantage pour une partie de l'International et mal gérée politiquement et médiatiquement par toutes les autorités concernées alors que le vrai danger se situe ailleurs.

Quant à la MINUSTAH elle s'est livrée aux interprétations les plus diverses de son mandat allant de la non-assistance à la Police Nationale sous-équipée dans les moments d'affrontement avec les gangs jusqu'à la protection de ces mêmes gangs contre la Police en passant par des interventions fermes seulement quand la violence des gangs fait des victimes parmi ses troupes. Mais malgré tout, ne faut-il pas se demander si les pays présents au sein de la MINUSTAH, en particulier le Brésil et le Chili, ne sont pas eux aussi victimes de leur naïveté et ne servent pas somme toute que de faire-valoir à des desseins moins avouables et à des intérêts plus cyniques ?

Monsieur Valdès et le général Héléno, qui se réfugient, parfois avec raison, derrière les erreurs et l'incapacité du gouvernement dont nous connaissons les faiblesses, ne devraient pas pour autant plus longtemps sous-estimer leurs réelles responsabilités dans ce jeu de dupes qui a de fortes chances de se maintenir dans la violence et de se terminer dans encore plus de sang. Comme au Rwanda à la veille du génocide, les similitudes de comportement sont frappantes : le même manque de volonté politique, les mêmes hésitations, le même manque de courage.

Pensant s'assurer à bon marché en Haïti d'un succès de puissance régionale pouvant aider à l'accès à un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, le Brésil en particulier, sous-estime grandement la complexité du dossier haïtien.

Comment expliquer aussi l'insistance de l'International, malgré les évidences, sur un dialogue national bien compromis, devant inclure le parti Lavalas, alors qu'aucune pression n'est exercée sur les membres « officiels » de ce parti afin qu'ils dénoncent publiquement la violence sous toutes ses formes. Pourquoi rien n'est dit sur ce lourd héritage Lavalas, mais qu'au contraire un zèle manifeste est déployé pour donner une couverture « politique » à des actes qui sont clairement criminels ?

Il est donc temps de jouer cartes sur table et d'appeler un chat un chat. Car nous, haïtiens, avons une responsabilité historique, celle précisément d'éviter cette débâcle annoncée. En premier lieu le Président de la République Boniface Alexandre, garant de la stabilité des institutions, le gouvernement dans son ensemble et en particulier le Premier Ministre Gérard Latortue. En second lieu, nous, Société Civile, partis politiques qui veulent faire l'option de la modernisation, CEP, Conseil des Sages.

Nous ne pouvons plus prétendre continuer à jouer un jeu supposé démocratique en surface, alors que les questions de stratégie gagnante pour contrer ces problèmes brûlants de terrain sont laissées hors-champ. Notre responsabilité est de donner, avant qu'il ne soit trop tard, à cette majorité silencieuse qui attend, un choix réel et de vraies raisons de se mobiliser.

* **Yanick Lahens** est écrivain ; et Raoul Peck est cinéaste.

Post-scriptum :

Notes :

[1] NDLR : Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haiti